

Zeitschrift:	Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat
Herausgeber:	Société de communication de l'habitat social
Band:	51 (1978)
Heft:	6
Artikel:	Urbanité séquestrée : une réflexion critique sur l'aménagement urbain et son influence sur la vie quotidienne de l'habitant, ou une autre manière de percevoir la ville
Autor:	Gilliard, Dominique
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-128095

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Urbanité séquestrée

**Une réflexion critique sur l'aménagement urbain et son influence
sur la vie quotidienne de l'habitant,
ou une autre manière de percevoir la ville**

par Dominique Gilliard, Lausanne

1. Introduction thématique

Jamais encore, une société n'a été aussi prisonnière de son propre système de fonctionnement. Jamais encore, l'individu et le groupe social n'ont été contrôlés comme aujourd'hui dans la ville. Jamais encore, le citadin n'a été amené à s'autorégler au rythme de l'automobile, symbole de liberté.

Comment la société moderne est-elle parvenue à se dégager du mode de vie moyenâgeux pour se vouer toute entière au culte du «produit» jusqu'aux outrances de la consommation? Que s'est-il passé pour que l'homme d'aujourd'hui s'efface sous le poids d'une matérialisation de son espace, devenue encombrante. Tout ce qu'il a inventé pour sa libération tend de plus en plus à le séquestrer dans sa vie quotidienne. Le citadin est captif du système urbain; sa perception de l'espace est inlassablement orientée vers une abondance d'informations et de signes qui le guident. Obligations et interdictions déterminent son comportement et le conditionnement jusqu'à son aliénation. Dans ses déplacements, en voiture ou à pied, le citadin se robotise, répondant instinctivement aux indications du système urbain. Ostensiblement, il obtempère aux codes signalétiques, aux pulsions électroniques qui lui parviennent du centre de contrôle urbain, ou de l'ordinateur préalablement programmé. Dès son jeune âge, le citadin est familiarisé avec ces choses, puis mis en confiance par les gérants de l'organisation urbaine. D'abord éduqué à un comportement docile, il est entraîné à se mouvoir au rythme des machines. Placé devant ses responsabilités face à la société qui le prend en charge, l'enfant de la ville revêtira l'uniforme jaune de la sécurité. Lâché dans la rue, la liberté au bout des lèvres, il est déjà prisonnier de l'organisation urbaine. L'école parachèvera son assujettissement dans l'obéissance et la conformité.

Fasciné dans un premier temps, puis subjugué par l'évolution des sciences et des techniques, l'homme-robot du XX^e siècle est aux ordres des gestionnaires de l'urbain. La ville des producteurs de biens de consommation est d'abord celle des sujets valides. Le pouvoir technocratique l'a tellement bien compris qu'il a acquis une parfaite maîtrise de l'organisation et du fonctionnement de l'urbain. Les solutions de son aménagement sont parfaitement cohérentes avec la planification de la production. Pour y parvenir, la société moderne opère des cloisonnements sociaux entre les per-

sonnes aptes ou inaptes à produire. Les concepts de rationalisation et de rentabilisation du sol, de la production ou des investissements vont renforcer le processus jusque dans ses contradictions. La planification et la gestion de technocrates aboutissent aujourd'hui au constat d'échec de leur politique.

Selon une idéologie fondée sur le profit, tout ce qui ne participe pas à ce processus est systématiquement rejeté hors de la ville, si possible. Dès lors, plus rien n'empêche la société des «producteurs valides» d'organiser son espace et son temps à sa convenance.

Depuis vingt ans, on s'est ingénier à faire fonctionner la ville au rythme de la voiture. Les ingénieurs de la circulation ont dressé des plans pour rendre la circulation plus fluide. Actuellement, ils s'affairent à affiner leurs méthodes, qui ne font qu'intensifier le trafic automobile et les nuisances qui en résultent. Cette évolution commence à avoir de sérieuses répercussions sur les habitants, dont les rapports sociaux se dégradent progressivement. Tout parking nouvellement implanté au cœur de la ville, tout élargissement de rue, chaque ligne blanche supplémentaire, chaque installation de sécurité ou passage piétonnier souterrain nouveau contribue à une plus grande subordination de l'individu et du groupe social. Si elle est poursuivie, cette politique mènera ses promoteurs à la faillite, car la tension augmentera entre les tenants du pouvoir et la population urbaine. Les contraintes de la systématisation fonctionnelle de la ville fondée sur la fluidité du trafic sont vouées à l'échec social. Les irresponsables enragés de la technification des mouvements des machines et des individus sont encore les plus forts face à une population inconsciente de l'altération de son cadre de vie quotidienne. Les contraintes sont telles que le citadin abandonne peu à peu son identité. Chaque fois qu'il en perd un peu plus, cela signifie qu'il cède une part de son intégrité et de sa personnalité aux «contrôleurs» de l'organisation urbaine, qui les prennent en charge.

Assistés par l'électronique, les techniciens de l'urbain suivent vos mouvements dans la ville, guettent vos défaillances et sanctionnent votre réticence à exécuter les ordres qui vous sont donnés. C'est d'ailleurs la raison principale pour laquelle l'endoctrinement au fonctionnement urbain doit s'opérer dès l'enfance. Il faut rendre l'individu très tôt conscient de sa responsabilité pour que son sentiment de subordination,

puis de culpabilité répondent aux critères idéologiques de la production et de la consommation. Les rythmes de la ville sont ceux de la consommation, et sortir du système d'organisation de l'urbain implique une nouvelle répartition du temps.

Jusqu'ici, il apparaît évident que la voiture reste l'intermédiaire le plus sûr entre le producteur et le consommateur. C'est très certainement la principale raison d'une évolution si apathique des transports publics. Les plus favorisés de la vie urbaine ont compris qu'utiliser les transports publics et se déplacer à pied provoque un allègement de leur état d'asservissement. Sans voiture, sans matricule, vous échappez dans une large mesure au phénomène de culpabilité latente et au contrôle répressif. Ces nouveaux privilégiés du «temps» doivent avoir une activité compatible avec un autre rythme dans l'utilisation du temps. Pour l'exploitant, le temps du rythme urbain est aussi celui du profit. Rentabiliser le «temps-argent», c'est d'abord le planifier, puis l'imposer avec méthode et parcimonie. C'est ici que le critère de rationalisation prend tout son sens, surtout quand il est appliqué aux activités de l'homme.

«L'horaire libre» est certainement l'exemple le plus significatif de l'hypocrisie du profit et de l'organisation du temps pour mieux consommer le produit ou le loisir. Celui qui s'y soumet troque sa prétendue liberté contre une «surveillance» consentie. Cette image tragique du concept de liberté s'applique également au système du fonctionnement urbain. Plus il y aura d'automobiles «symboles de liberté», plus le contrôle des mouvements dans la ville sera facilité. Alors, qui aurait intérêt à dégager la ville des voitures?... Pourquoi développer et favoriser les transports en commun?... Qui ira acheter dans les grandes surfaces quand il s'agira de transporter des marchandises à bout de bras ou sur le dos?... Rien n'est vraiment entrepris actuellement, sinon quelques cadeaux offerts en exemple pour illusionner la population de plus en plus sensibilisée aux conditions de son existence en milieu urbain. Ni les rues piétonnes, ni l'urbanisme souterrain, ni la rénovation en vogue ne résoudront les problèmes de fond, qui sont ceux de la concentration urbaine.

La politique d'«infantilisation» du citoyen profite à trop de monde pour que des solutions nouvelles soient recherchées. Pour qu'elle subsiste, la société de consommation doit consom-

mer, il faut la submerger de produits, il faut lui apprendre à gaspiller, seul espoir de survie. Comme l'animal sauvage que l'on gave pour le rendre inoffensif, la consommation est la garantie de la docilité d'une population bête. Dès lors, la démonstration de cirque peut commencer. Le citoyen est mis en «liberté surveillée».

Ce qui est valable dans les rapports de l'homme avec l'organisation urbaine l'est aussi pour d'autres secteurs de la vie quotidienne en site urbain. La supercherie du «confort» par l'apport des techniques les plus évoluées est un exemple significatif du rapport à la productivité et de son cycle infernal. Le confort par la climatisation ou la mode des «bureaux-paysages» sont un phénomène de séquestration encore rarement égalé. Le secteur de production des services, communément désigné par le terme de «tertiaire» mérite une brève analyse quant aux conséquences probables sur la vie quotidienne des victimes.

En France, les cols-blancs sont déjà appelés les «OS du tertiaire». Ces ouvriers spécialisés vivent en captivité. Pour leurs activités, les architectes ont construit ces merveilleux palais de métal, de verre et de glace qui envahissent toutes les villes. Manhattan pousse partout, sous tous les climats, dans tous les sites sans aucun discernement, sans égard pour l'histoire des villes et des populations.

L'Europe croule sous le régime du hot-dog et du hamburger, qui est certainement plus efficace qu'une invasion armée. Dans ces nouveaux univers concentrationnaires, hygiéniques, insonorisés, et arborisés, on vous donne tout pour mieux vous couper de l'environnement extérieur. Cette consigne permet aujourd'hui de vous faire travailler au quatrième sous-sol comme si vous étiez en pleine campagne. Là encore, le prétexte des nuisances extérieures — de la voiture — joue à la perfection. Tout y est savamment étudié et aménagé pour augmenter la productivité toujours en «liberté surveillée».

Aucun secteur n'est épargné. Même la maladie et la dépression mentale sont rentables, elles font vivre les grands patrons de la médecine comme la prolifique industrie chimique. La planification hospitalière nous apporte là encore une vision cauchemardesque de ce qui attend toute personne atteinte des maux de notre époque, à commencer par le «malaise urbain». Dans ces monstres de perfectionnisme et de technologie, tout est organisé pour traiter la maladie et non le malade. A-t-on pensé un seul instant au pouvoir de récupération qui dépend du rapport entre un malade et son environnement naturel? Certainement pas. Le patient est un produit qu'il faut soigner avec d'autres produits. La concentration hospitalière est un chancre dans la ville, les responsables de leur planification hypothèquent dangereusement l'avenir de la communauté urbaine.

Mais que dire encore du logement col-

lectif et de ses promoteurs qui sont plus préoccupés par la rentabilité du sol ou les excentricités des architectes que des conditions de vie des habitants? Un seul coup d'œil sur les lois et règlements suffit à comprendre les raisons d'une misère grandissante dans les solutions retenues. Hygiène, fonctionnement, ordre, propreté et sécurité règnent lamentablement sur un habitant hypothétique presque totalement ignoré. La hauteur d'une balustrade est réglementée pour ne pas tomber de votre balcon, mais que votre enfant en bas âge n'ait pas de contact visuel avec l'extérieur, cela, on s'en moque. Le locataire n'existe pas dans la réglementation, il n'est ni désigné, ni concerné par l'élaboration de son logement.

La loi dit ce qu'il ne faut pas faire, mais ne traite jamais de ce qui est indispensable à la vie en collectivité. La qualité du logement se calcule en fonction de son équipement, de sa surface ou de son niveau de confort, mais jamais il n'est fait allusion aux rapports à l'environnement extérieur, aux rapports sociaux. Le logement collectif moderne est tout sauf communautaire. Que dire encore de la concentration universitaire, de ces nouvelles usines du savoir et de la culture qui extraient l'étudiant et l'enseignement du contexte et de la vie urbaine? La ville des «ghettos» est née et elle fonctionnera comme l'ont décidé ceux qui l'ont planifiée et qui la gèrent. Mieux elle fonctionnera, plus grande sera la séquestration de ceux qui l'habitent et la vivent quotidiennement.

Ce tour d'horizon est édifiant. Si l'université était critique, jouant ainsi son rôle compensateur dans l'évolution de la société, les objets d'étude ne manqueraient pas, et peut-être n'en serions nous pas là. Le processus de non retour est engagé; les responsables d'un certain type d'évolution préfèrent agir sur les conséquences d'un «mal» plutôt que d'intervenir sur les causes. La société malade peut continuer son existence, puisque tout, même ses tares, peut être intégré au processus de rentabilisation. Qu'il s'agisse des idées ou des matières, de la contestation ou de l'imaginaire, tout est récupéré, transformé pour être réinséré dans la vie quotidienne, prêt à la consommation. Apparemment, la ville des «ghettos» supporte son malaise et la population prend son mal en patience, la face est sauve. Mais dans les faits, un autre processus de son évolution est en marche, dont on ne peut savoir sur quoi il va déboucher. La délinquance, l'intoxication par les médicaments, l'usage des stupéfiants, la violence, la dépression, le terrorisme ou le suicide sont des maux qui ne font aucune concession à l'ordre et à l'organisation urbaine. Ces choses, dont on voudrait ne pas parler, font partie du vécu quotidien de la ville en désagrégation. Les acteurs du pouvoir portent une lourde responsabilité dans cette évolution vers une société de plus en plus compartimentée et stratifiée en couches sociales d'un nouveau genre. La ville des «ghettos» secrète la ségrégation,

l'humiliation et la déchéance. Où cela va-t-il s'arrêter? L'homme habillé de rouge est apparu dans la ville. Pour la communauté, il est le signe distinctif de l'intolérable dans l'organisation urbaine. L'homme, ayant créé la machine, crée l'homme qui lui est asservi. Pourtant, l'histoire nous a montré jusqu'où pouvait aller l'humiliation de l'individu marqué d'un signe distinctif. Aujourd'hui, nageant dans l'opulence, intoxiqué par la publicité et la télévision, hypnotisé par les loisirs, gavé et repu, le citadin ne réagit plus. L'homme habillé de rouge dans la ville, «c'est naturel», même pour celui qui porte cet habit. Le modèle conforme du comportement urbain est parfaitement assimilé par une population émoussée par l'accoutumance. L'école a préparé le terrain, le train-train quotidien fait le reste. Des problèmes, des difficultés, des conflits?... Tout ce qui gêne le bon fonctionnement urbain est évacué, regroupé, là encore pour des raisons de rationalisation. La ville est conçue pour des gens valides, sans tares, aptes à produire et à consommer... Mettez les vieux avec les vieux, les malades avec les malades, les handicapés avec les handicapés, mais aussi les intellectuels avec les intellectuels et surtout les bourgeois avec les bourgeois, vous verrez, ils auront le privilège de se reconnaître, d'être comme les autres et d'ignorer que d'autres encore vivent autrement qu'eux. Quoi de plus simple que de classer les catégories sociales selon le mode de rentabilisation des services. Le pas suivant consiste à étudier, puis à édifier des espaces appropriés, fonctionnels comme au jardin zoologique. Que vous est-il arrivé?... Oh! j'ai eu un accident de voiture et j'ai perdu une jambe et vous? Je n'ai pas respecté un stop et j'ai la moitié du corps paralysé... Où sont-ils, tous les rescapés de la ville des gens valides? Si on les sortait des lieux qu'on leur a réservé, hors de la ville généralement, s'ils descendaient dans la rue pour crier leur condition, ils feraient pâlir la population saine et conforme au modèle dominant.

Par leur contribution au processus de planification de l'espace habité, architectes et urbanistes sont directement concernés par cette politique de stratification sociale humainement dégradante. Tout aménagement, toute planification fondée sur la concentration, et le regroupement social ne peuvent que renforcer les structures de la ville «ghetto» que nous connaissons aujourd'hui. Qu'il s'agisse de la concentration des vieux, des malades, des étudiants ou des ouvriers, le seul fait de planifier leur habitat constitue déjà une grave atteinte au développement futur des rapports sociaux dans la communauté urbaine. La planification par «unité d'intégration sociale» doit se substituer à celle des «unités fonctionnelles rentables»; les critères d'intégration sociale doivent être étudiés immédiatement, sans réserve, pour être confrontés aux critères de rentabilité du sol et de l'espace habité. Cette

Les pouvoirs centralisateurs se succèdent et se défient dans l'espace et dans le temps, ils se superposent.

*Lausanne, 1978
La Cité et le Centre Hospitalier Universitaire Vaudois.*



Les informations se disputent l'espace; les rapports de force en présence privilégient le monopole privé.

*Lausanne, 1978
Rue du Tunnel, publicité*



L'aménagement urbain favorise la circulation automobile; le contrôle des mouvements du citadin devient permanent.

*Lausanne, 1975
Place de la Riponne*



échéance peut paraître lointaine, certes, mais déjà en Angleterre, en Italie ou dans les pays de l'Europe du Nord, des expériences dans ce sens sont en cours. Ces tentatives faites avec la participation active de la population concernée, permettent d'entrevoir des solutions de rechange pour la planification de la ville et son développement. Une telle approche implique que la recherche dans ces domaines soit prioritaires et que des moyens importants soient mis à disposition d'équipes interdisciplinaires de travail. Si un pays arrive à investir des dizaines et des centaines de millions dans l'étude d'un nouveau matériel militaire ou dans l'industrie chimique, il n'y a aucune raison d'abandonner un secteur de recherche complètement délaissé par les pouvoirs qui se sont succédé depuis une vingtaine d'années.

L'architecture, l'urbanisme, l'aménagement du territoire et l'environnement ne seront jamais des disciplines scientifiques au sens académique du terme. Il apparaît aujourd'hui que les symptômes du malaise urbain et de la dégradation des rapports sociaux dans la ville sont bien plus profonds qu'on ne pouvait le penser jusqu'ici. Il n'est pas impossible qu'il faille passer la désurbanisation, par la démolition d'édifices ou par leur réhabilitation. Il n'est pas inconcevable qu'il faille rénover des immeubles neufs pour les rendre compatibles avec la dignité la plus élémentaire de ceux qui les habitent ou y travaillent. La ville des «ghettos» spécialisés doit faire place à la ville des «occupants». Au lieu de croire aux remèdes des connaisseurs, il faudra peut-être reconstruire l'imagination, le savoir-faire ou l'art de vivre, qui est une force réellement populaire. L'urbanité réunit ces valeurs qui étaient à l'origine de la ville. Le processus de séquestration par l'aménagement urbain ne peut être stoppé que par une prise de conscience à tous les niveaux. Les habitants montrent les dents, il appartient au pouvoir de passer aux actes, faute de quoi tout peut arriver dans la ville, même son anéantissement. En fin de compte il s'agit de réfléchir sur le «qui terrorise qui»?

2. Origine de la réflexion

L'origine de cette réflexion sur l'urbanité séquestrée est triple. En tout premier lieu, il y a dix ans de réflexion depuis le moment où l'auteur a rompu avec l'exercice de sa profession. A l'époque, c'est en tant que coresponsable de l'opération «Pont des Sauges» à Lausanne que surgissent les premiers doutes sur la pratique architecturale, le rôle de l'architecte dans la société et l'impact de ses interventions. Il s'agit d'ériger un grand ensemble de logements en utilisant les méthodes les plus avancées en matière de rationalisation de la construction. A l'intérieur d'une équipe de travail mandatée pour la planification de cet ensemble naît le doute, puis la certitude qu'une telle opération n'est pas menée avec toute la rigueur nécessaire, surtout en haut lieu. Les intérêts du client, des architectes et des

pouvoirs publics se confondent parfois sans trop de scrupules. Nous sommes en 1968. Trois ans plus tard, les locataires descendront dans la rue pour protester contre des hausses abusives de leurs loyers. Pour un architecte qui était un employé, il y avait matière à réflexion quant à sa propre production, et surtout sur les conditions dans lesquelles se développe sa contribution. La déontologie de l'architecte et le code d'honneur qui le lient à son client, ne le lient pas à ceux qui subissent les effets de ses cogitations. Comme il n'y a pas de code de bonne conduite envers l'usager, il apparaît clairement qu'à trois, architecte, client et pouvoirs publics, tout peut s'arranger pour éviter les scandales. A cette époque, les écoles d'architecture sont en pleine ébullition. Traversées par des crises plus ou moins tenaces, elles sont un lieu de réflexion et de recherche permanentes, où l'architecte qui a abandonné la production peut tenter de se retrouver.

La dimension critique de cette réflexion est étroitement liée aux événements de 1968 à Paris mais ailleurs également. Car en 1968, c'est aussi le printemps de Prague. Intéressé par la production d'une économie planifiée dans un pays socialiste, un contrat de stage est signé. En août 1968, c'est une autre expérience urbaine qui sera vécue, tout aussi passionnante pour un architecte, mais de courte durée.

A Paris, mai 1968 fut d'abord une explosion de la jeune génération. Elle fit trembler les structures de la société moderne et son idéologie. Il s'agit d'un phénomène caractéristique du développement urbain, de ses contraintes jusque dans ses contradictions au niveau existentiel. Dix ans plus tard, bien peu de choses ont changé. Tout se passe comme si mai 68 n'avait été qu'un passage difficile pour une société en pleine mutation. Sommes-nous sûrs qu'il ne s'agissait là que d'un soubresaut, d'un simple avertissement? Dans le développement des villes, le ronron quotidien a continué, l'évolution des sciences et des techniques a trouvé un champ d'application inconnu auparavant. Le bilan est affligeant. Après un temps de doute, les pouvoirs qui se sont succédé ont poursuivi la production et l'accumulation des biens de consommation. La croissance économique maintenait son rythme, les investissements étaient rentables, les marges de bénéfice s'accentuaient, en fait, rien qui puisse ébranler le fonctionnement de la société industrielle bien rodée. Le renchérissement du pétrole et la crise économique qui s'ensuit apporteront un cuisant démenti aux prophètes de la croissance. L'appel du Club de Rome, bientôt suivi d'une prise de conscience du monde occidental, va bouleverser tous les espoirs mis dans le développement. L'urbanisation montre ses premières désillusions, il y a quelque chose de nauséabond dans les résultats de cette croissance démesurée. L'habitant de la ville découvre la désuétude de son environnement; l'écologie, la protection

du patrimoine et la rénovation urbaine surgissent, tel un diable de sa boîte. Mais il faut compter avec cette extraordinaire capacité de récupération des investisseurs de l'urbain. Ces nouvelles conceptions de l'environnement urbain vont être rapidement assimilées par les politiciens et les financiers de l'immobilier avides d'être au goût du jour, mais surtout de ne rien perdre.

L'homme, l'individu ou le groupe, l'habitant ou la population concernée par l'aménagement urbain restent ignorés, ou presque. Les tentatives de participation vont être des parties de dupes et se solderont par des échecs, à de rares exceptions près. Les luttes urbaines deviennent indispensables pour sauvegarder ce qui reste de la pratique démocratique dans la ville. Les habitants se regroupent, les groupes de pression s'organisent pour prendre leur avenir en main.

Durant cette même période, il y a aussi la rhétorique politique des groupuscules qui vont monopoliser le débat des intellectuels et submerger les institutions d'enseignement supérieur. Aux détournements verbaux des groupes politiques, succèdent les élucubrations des pseudo-scientifiques. Leurs discours et leurs exégèses vont engendrer la lassitude générale après mai 1968. Bientôt, les scientifiques épargnés par la contestation vont essuyer les premiers assauts des politiques démythifiant et remettant en question les fondements de la science pure et neutre. Seveso, le nucléaire, les produits chimiques, la pollution et les nuisances apparaissent tel un spectre pour l'avenir de l'humanité. Enfin, c'est au tour du pouvoir immobilier d'être touché de plein fouet. Scandales immobiliers, pots de vin et détournements de fonds ne cessent de s'accumuler et défrayent la chronique. Mais devant la censure finement dosée, les polémiques s'apaisent et tombent dans l'indifférence générale. Pourtant, les contradictions de l'univers urbain deviennent de plus en plus fortes et les citadins impuissants attendent les prochaines échéances.

Au moment où le phénomène d'intoxication des masses est à son apogée, la lassitude ayant gagné le vécu quotidien, comment saisir les instants de la problématique urbaine? Comment trouver un moyen d'expression simple permettant d'éviter toute immixtion d'un cautionnement ou d'un patronage? Faire une critique événementielle de l'urbain et de son aménagement accessible à tous?

Il n'y a jamais eu autant de publications relatives aux problèmes de l'architecture, de l'urbain ou du territoire. Pour la plupart, ces ouvrages d'un grand intérêt sont inaccessibles au grand public; soit qu'ils s'adressent aux connaisseurs, soit qu'ils usent d'un langage hermétique. La photographie est un «média» qui permet un maximum d'autonomie. Légère, maniable, elle offre une indépendance totale, sans les inconvénients du livre ou du document audio-visuel. C'est ainsi qu'une obser-

Le marquage de l'autorité et de l'interdit prolifère; le matricule empiète sur l'espace individuel et collectif.

*Lausanne, 1978
Place du Flon*



A long terme, l'absence d'entretien et la dégradation lente servent à la revolorisation du capital foncier.

*Lausanne, 1977
Rue du Rôtillon*



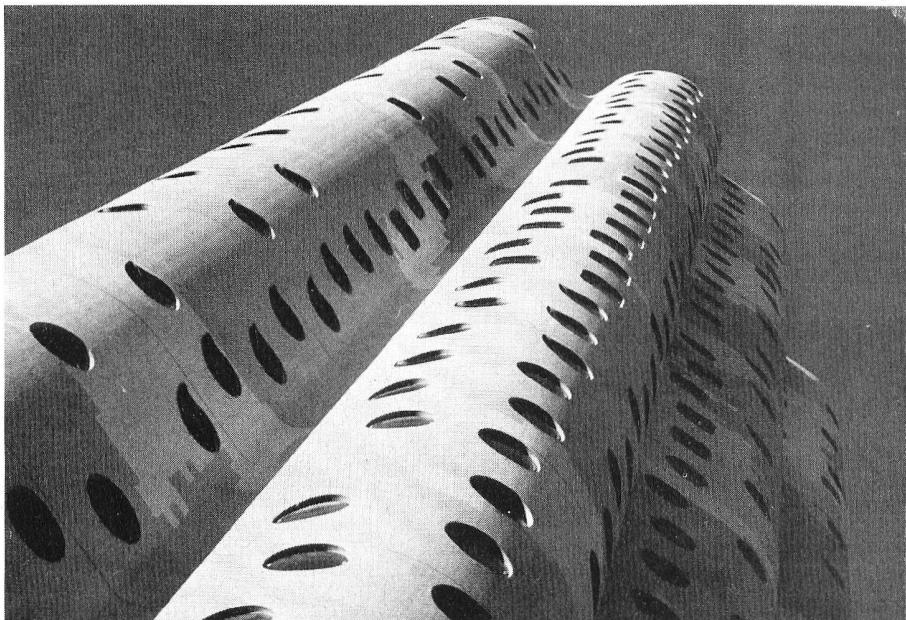
L'espace concédé à l'automobile répond aux besoins de l'économie de marché; le piéton s'accorde de l'espace résiduel.

*Lausanne, 1977
Rue Haldimand*



La société moderne propose des bidonvilles salubres; pour l'occupant, le logement provoque un sentiment de claustrophobie et de violence latente.

*Nanterre, 1977
Quartier d'habitations HLM.*



La maladie se traite dans un univers concentrationnaire; sciences et techniques sortent le patient de son cadre naturel.

*Lausanne, 1977
Centre Hospitalier Universitaire
Vaudois*



vation continue a permis de réunir un important matériel didactique d'où sont tirés les documents présentés. Parallèlement, ce matériel a été utilisé pour l'enseignement ou lors d'exposés-débats publiques. Il fut constaté ainsi que les documents photographiques avaient non seulement un impact grâce à leur qualité esthétique mais encore par leur valeur démonstrative. A plusieurs reprises, des enseignants ont utilisé ce matériel pour sensibiliser les enfants aux phénomènes urbains. C'est sans doute cet aspect qui est à l'origine de l'exposition réalisée à Berne. Le découpage thématique a son origine dans l'intention de produire un film sur la ville et les contraintes qu'elle exerce sur les habitants. Se référant à l'œuvre de Sartre, le film de fiction devait s'intituler: «Les séquestrés de Lausanne». C'est aussi la raison pour laquelle l'exposition est présentée sous la forme d'une sorte de bande dessinée accessible à plusieurs

niveaux, selon un scénario en 26 tableaux.

3. Objectif de l'exposition

Tout d'abord, il ne s'agit nullement d'une exposition de photographie. L'auteur n'étant pas photographe, il est important de présenter des documents sans cadrage ni retouche, identiques aux diapositives d'origine. Technique-ment, les diapositives ont été repro-photographiées avec un négatif in-termédiaire, puis agrandies en format poster. Soit par la prise de vue, soit à cause du transfert, certains documents ont un certain flou. Il s'agit bien de «documents photographiques, qui ont une valeur d'information et cherchent à sensibiliser le public. Mais pour plus de clarté, certaines précisions doivent être apportées:

1. Le but des documents choisis est de ne laisser personne indifférent. Les prises de vue ont même une certaine viru-

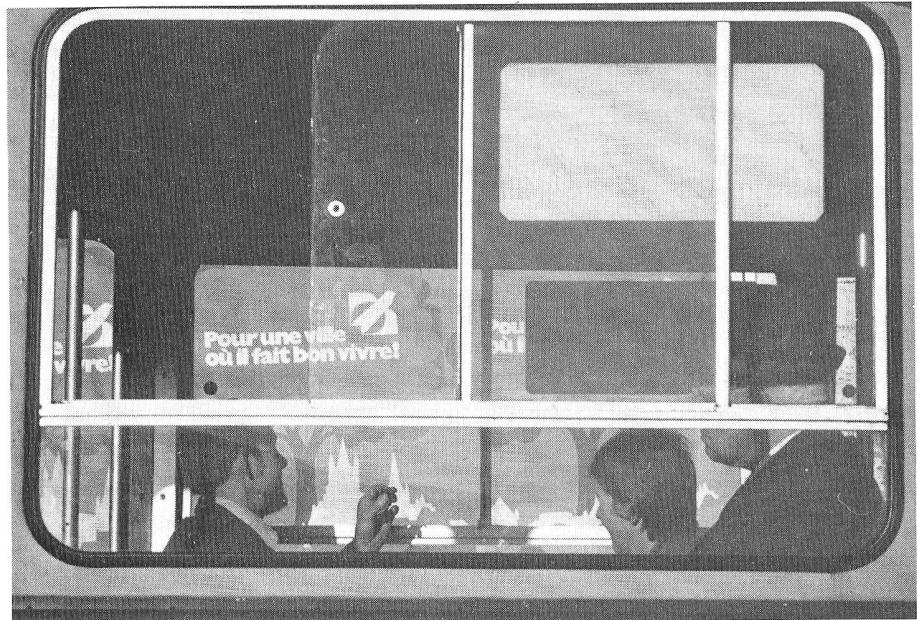
lence pour mieux démontrer la «violen-
ce» de l'aménagement urbain et son
agression sur la vie quotidienne des
cittadins. Il n'y a donc aucune recherche
d'objectivité. Certains documents sont
aussi froids que des produits de l'archi-
tecture des technocrates.

2. Les prises de vue ont l'intention
délibérée de montrer ce que tout le
monde peut voir, mais de manière
démonstrative. Les lieux ont été choisis
en fonction de leur valeur d'exemple.
Certains sont plus explicites ailleurs, ou
parce qu'ils n'existent pas, ou pas en-
core dans nos villes. Le but recherché
est de sensibiliser le visiteur, qu'il se
sente attaqué ou qu'il reste indifférent.

3. Quatre niveaux de lecture sont pro-
posés au visiteur. Il peut regarder les
images pour leur valeur esthétique, les
26 posters permettent alors un rapide
survol. Les deux photos de référence lui
permettent d'approfondir le sujet en
concordance ou en contradiction avec le

Les exégèses politiques sont poussées aux limites de l'absurde; le jeu démocratique lasse les populations.

*Lausanne, 1977
Publicité électorale*



Les modèles du fonctionnement urbain deviennent un support idéologique; l'individu et le groupe sont appelés à s'y plier.

*Lausanne, 1977
Publicité électorale*



thème traité. Une courte phrase apporte un élément de réflexion socio-politique. Enfin, le texte d'accompagnement donne le cadre de préoccupation général de l'auteur.

4. Dans l'ensemble de la documentation présentée, les aspects critiques sont développés sans complaisance, ni plus ni moins que chez les techniciens de l'aménagement. La ville «ressentie et perçue» est opposée à la ville «subie et vécue». Ayant exercé l'architecture, l'auteur développe des éléments auto-critiques nés de sa formation et de sa pratique professionnelles.

5. En dehors d'une valeur purement démonstrative, l'individu et le groupe sont absents des documents présentés. Seul, l'«homme rouge» domine le centre de l'exposition. Il symbolise le niveau d'aberration atteint par une société dite «libre» et «avancée». Cet homme rouge que l'on côtoie quotidiennement fait déjà partie du décor ur-

bain. Il est là parce que, comme les machines rouges, ou les enfants jaunes, il fonctionne à satisfaction. Par son rôle, il s'identifie à la sécurité publique.

6. Dans une succession sans logique propre, les 26 thèmes ont un dénominateur commun: l'immense solitude dans la ville. La difficulté ou l'absence de communication sont des phénomènes caractéristiques du déroulement de la vie quotidienne en milieu urbain. Les cloisonnements sociaux sont étanches, on ne communique plus que par des médias, stéréotypes ou codes interposés. Les subtilités technologiques utilisées sans discernement contribuent à isoler le groupe et l'individu.

7. Le porte-cartes introduit dans l'exposition apporte une vision sécurisante de la ville. L'imagerie touristique rassure; l'apparition des vues «rétrô» des XVIII^e et XIX^e siècles est une manière de dédouaner les promoteurs et auteurs du présent. Ces cartes postales sont

présentées pour renforcer la contradiction entre différentes possibilités de percevoir la ville.

8. Le signal du «sens interdit» barbouillé signifie l'agresseur agressé. Ce graffito est emprunté au mouvement occitan, il a été repéré dans le Midi de la France en 1976. Utilisé pour l'affiche de l'exposition, il sert aussi de support à la thématique traitée, signe typique de l'organisation urbaine, il exprime simultanément le pouvoir de l'urbain et le contre-pouvoir de l'usager.

L'exposition et les documents photographiques présentés relèvent d'une vision très personnelle de la ville. Ils montrent dans l'architecture et l'aménagement urbain de ces deux dernières décennies l'expression d'une minorité qui agit au nom d'une population, mais sans la consulter. Plus préoccupés des critères de rentabilité que du cadre de vie, promoteurs, architectes et urbanistes, as-

sistés des pouvoirs publics, ont œuvré en gestionnaires d'une économie plus totalitaire qu'on ne veut bien le dire.

4. Lausanne en filigrane

Le visiteur de l'exposition «Urbanité séquestrée» peut se demander pour quelles raisons cette présentation, étroitement liée à la vie lausannoise, a lieu à Berne?

Il y en a plusieurs: d'abord l'appartenance de l'auteur au groupe régional du Schweizer Werkbund de Berne. C'est d'ailleurs à ce titre qu'une contribution active est apportée au dynamique groupement bernois. Une deuxième raison est liée aux nouvelles possibilités que se sont données les membres du SWB de Berne. Inaugurée depuis peu, la salle du SWB-Forum est un lieu d'échange d'idées où les réunions favorisent le dialogue et le débat public contradictoire. Cette initiative est importante par rapport aux nouveaux objectifs du SWB. En reprenant l'une des origines de ce mouvement, celle de la critique, et son insertion dans la vie politique locale, le SWB renoue avec une tradition quelque peu oubliée durant la période de haute conjoncture. Enfin, et surtout, il y a le rapport de l'auteur avec sa ville natale, celle qu'il habite aujourd'hui encore. Ce rapport très personnel, demande certains éclaircissements pour expliquer la démarche adoptée:

Plus qu'aucune autre ville de Suisse, Lausanne est certainement celle qui subit les plus grands outrages dans sa configuration urbaine et son développement depuis près d'un siècle. Sans qu'aucune analyse en profondeur n'ait été entreprise des raisons de ce phénomène, il est possible de dégager quelques hypothèses sous la forme de questions:

— Edifiée depuis des siècles sur des collines qui forment un site exceptionnel, Lausanne a traversé tout le Moyen Age jusqu'à l'indépendance vaudoise sans altérations majeures. Que s'est-il passé dès la deuxième moitié du XIX^e siècle pour que débutent les mutilations de son centre historique, qui n'ont cessé que très récemment?

— Comment expliquer que depuis plus d'un siècle, aucun architecte et aucun urbaniste n'a jamais projeté et construit des édifices adaptés aux pentes orientées vers le midi? Pourquoi conçoivent-ils aujourd'hui encore des ouvrages qui sont empruntés à l'aménagement des villes planes?

— Qu'est-ce qui a poussé les responsables de la ville et les urbanistes à tout entreprendre pour aplanir la ville? Aujourd'hui encore, l'un des objectifs des pouvoirs publics et des architectes consiste à recouvrir le vallon qui traverse la ville! Pourquoi cet acharnement et ce refus d'envisager une utilisation du site et de sa topographie?

— Pourquoi Lausanne est-elle un modèle d'organisation urbaine, de propreté, de salubrité, d'«hygiénisation»? Que signifie cet équipement urbain perfectionné doublé d'installations de surveillance comme dans aucune autre ville de Suisse ou d'ailleurs?

— Quels sont les critères d'appréciation qui ont poussé les édiles à faire disparaître certaines valeurs socio-culturelles locales? Tous les lieux publics où il y a encore un peu de vie disparaissent ou sont assainis. A qui profite cette politique?

— Comment l'autorité compétente peut-elle déclarer Lausanne, «ville condamnée au tourisme»? Pourquoi la politique culturelle ne doit-elle donner que le reflet du pouvoir politique en place? D'où vient la censure de ce qui ne plaît pas?

Bien d'autres questions se posent sur les raisons qui font de Lausanne une ville triste et sans vie. Les artistes et les intellectuels, pour ne citer qu'eux, ont eu à subir les frustrations d'un contrôle inquisiteur, maintes fois répété. La moindre prise de position peu conforme aux vues du pouvoir vaut à son auteur le reproche d'inobjectivité. A Lausanne, on séquestre l'œuvre d'un artiste, on détruit les œuvres contestataires d'un groupe qui exprime un point de vue qui dérange, une conférence est interdite, bref, tout est entrepris pour qu'il n'y ait ni contestation, ni dialogue. L'espace urbain lausannois est mis sous tutelle; l'automobiliste, le piéton, l'artiste ou l'étudiant vivent en état de suspicion. Il ne faut pas avoir trop d'idées et encore moins les exprimer. Il faut éviter tous les excès, ne pas se manifester, ni montrer sa joie. Le Lausannois doit vivre dans l'ordre, selon les règles de conduite exemplaires de ses dirigeants. Quiconque veut sortir de la ligne acceptable est condamné à l'ignorance, à l'étouffement, à la censure ou à l'exil pour aller s'exprimer ailleurs. Le contrôle de l'individu et du groupe social triomphe quand l'auto-censure et l'auto-répression sont complètement assimilées. Quand plus rien ne bouge, la ville et ses habitants respirent l'ordre et la propreté. Le Lausannois fonctionne à la perfection, la ville est devenue exemplaire comme on le souhaitait, on peut donc la montrer aux touristes. Pour l'habitant averti, Lausanne en filigrane n'est pas un hasard. Cette cité, attachante par tant d'aspects, déconcerte un nombre grandissant de gens préoccupés de son avenir. De plus en plus, fréquemment, des groupes de pression s'organisent pour défendre les intérêts de la collectivité ou ceux d'une minorité. Lausanne n'est certainement pas un objet unique de réflexion sur la dégradation urbaine et ses conséquences. Ce n'est pas non plus par hasard qu'aujourd'hui le théâtre, le cinéma ou la littérature s'emparent de ce sujet, car Lausanne est un champ d'investigation caractéristique de l'«urbanité séquestrée».

Cette exposition devrait avoir lieu à Lausanne et pourrait susciter un large débat contradictoire sur le lancinant problème d'une ville qui étouffe.

A défaut d'un dialogue impossible, c'est au SWB-Forum que Lausanne en

filigrane prend sa place. Paradoxalement, c'est à Berne qu'une autre manière de percevoir la ville peut s'exprimer.

5. Urbanité et démocratie

Depuis la fin de la dernière guerre, l'urbanisme s'est développé de manière spectaculaire. Passant de son rôle de bâtisseur pour lequel il était préparé à celui de planificateur, l'architecte a acaparé l'aménagement urbain, puis celui du territoire. Par son évolution rapide, l'urbanisme a basculé vers la rentabilisation du domaine foncier au détriment de l'habitant. Ce que nous connaissons aujourd'hui de l'aménagement des villes relève principalement de l'économie et de la gestion de l'urbain. Durant cette phase euphorique d'une conjoncture constamment en hausse, le sens originel de l'urbain a été complètement délaissé. Qu'est-ce que l'urbanité?

Ce mot date du XIV^e siècle et le dictionnaire¹ nous apprend qu'il vient d'Urbanitas, de Urbanus, «de la ville, qui a les qualités de l'homme de la ville». Politesse, manières où entre beaucoup d'affabilité naturelle et d'usage du monde. Son antonyme: l'âpreté, la sauvagerie.

Il est intéressant de constater que cette définition ne correspond plus à l'urbanisme, tel qu'il est appliqué aujourd'hui. La sauvagerie de l'aménagement a pris le pas sur l'affabilité contenue dans la définition d'origine. Actuellement, l'urbanisme se confond avec la spéculation foncière. Progressivement, il a perdu son sens qui, au début du siècle, était «science de l'Urbanité». N'exprimant plus que le processus de planification et de mise en valeur du sol, l'urbanisme n'est plus qu'une technique, comme l'urbaniste n'est plus qu'un technicien. Comment réintroduire cette conception de l'urbain en fonction de la problématique actuelle de la ville? Dans le cadre d'une recherche sur la ville², nous avons tenté d'en donner une définition élargie: «L'urbanité consiste en un processus socio-culturel impliquant tout ce qui n'est pas définissable rationnellement, mais aussi les modes de conduite des individus au sein du groupe et son environnement. L'urbanité représente un système d'appréciation des valeurs de la société permettant de mesurer l'efficacité d'un programme de développement social. Dans le milieu urbain, l'environnement de l'homme agit sur son comportement. Sa relation avec les événements socio-culturels ainsi qu'avec les espaces dans lesquels il vit et se meut, détermine son attitude dans la société. Attraction, variété, stimulation ou émotion sont des éléments d'urbanité agissant sur l'équilibre de l'individu.

C'est dans le processus de décision et sa démocratisation qu'il faut rechercher les difficultés actuelles, processus par-

¹ Dictionnaire Le Robert

² GPIUA. Gilliard, Ryffé, Stuber. Zürich 1969.

tiellement inadéquat en ce qui concerne l'aménagement urbain. Certes, la «mise à l'enquête publique» devrait être le lien entre l'Autorité locale et la population concernée. Mais étant donné la complexité des problèmes traités, une telle consultation tient de la supercherie. Un dossier d'enquête n'est pas accessible à tout le monde, et pour la majorité des personnes intéressées, il est parfaitement incompréhensible. Quiconque a mis une fois son nez dans un dossier d'enquête peut aisément s'en convaincre. Pour un plan de quartier, par exemple, langage et compréhension des plans sont chose difficile. On se demande même comment des responsables locaux peuvent saisir toutes les astuces d'une codification si hermétique. Cette complexité permet aux pouvoirs publics de faire admettre des plans les yeux fermés. Aussi, la décision des connaisseurs permet-elle de faire passer les projets, qui ne seront contestés qu'après leurs réalisations. C'est la politique du «fait accompli» bien connue. Un autre aspect du processus de décision concerne l'ensemble de la population. Qui donc peut étudier un dossier d'enquête en profondeur sinon les propriétaires voisins? Atteints dans leurs intérêts, ils sont les seuls à pouvoir s'opposer à tel ou tel projet. Assistés d'un juriste et d'un architecte conseil, ils auront les moyens d'une lutte pour faire respecter leurs intérêts. Mais les

vrais lésés, ce sont, par exemple, ceux qui, indirectement touchés par une décision de l'autorité, se verront expulsés de leur logement. Que peuvent faire les intéressés sinon se plier aux impératifs du pouvoir immobilier? Non, pour eux, il n'y a pas véritablement de démocratisation des décisions, elle n'existe que sur le papier. Comment dès lors s'étonner que des groupes de pression se constituent et s'organisent pour défendre les intérêts de la collectivité? Apparus récemment, ces groupes font un examen minutieux des lois, des règlements ou des dossiers d'enquête. Par leur action, ils défendent la population tenue à l'écart des décisions. Si les pouvoirs en place ne décident pas de mettre leurs projets au grand jour, mieux vaut ne pas parler de démocratie. Il faut être plus exigeant envers les mécanismes obscurs de décision et de leurs ravages dans le développement urbain. Il faut exiger la transparence des décisions, provoquer la confrontation et la consultation permanente. Les pouvoirs publics ne sont pas seuls en cause, les architectes et les urbanistes doivent descendre dans la rue, dans les quartiers pour exposer leurs idées, leurs projets, pour que la population puisse s'exprimer, elle aussi. Il est indispensable de sortir les pouvoirs publics de leur bureaucratie et de leur connivence avec la promotion immobilière. A défaut d'une transparence décidée et con-

sentie d'en haut, la tension ira croissant. Pour sauver ce qu'il reste de démocratique dans l'aménagement urbain, les «contre-pouvoirs» représentent actuellement une garantie pour l'avenir. L'abus du pouvoir dans le domaine urbain est une pratique courante. Pendant des années, la population est restée figée, se rendant ainsi complice des politiciens.

La démocratie est à bout de souffle; dans la pratique, elle s'identifie aux grands intérêts d'une petite minorité. La crise économique que nous traversons a réveillé l'apathie populaire. Par cette prise de conscience collective, il n'y a plus de raisons pour que le pouvoir technocratique maintienne ses priviléges. La «ville des promoteurs» qui décide du comportement d'une population urbaine doit disparaître.

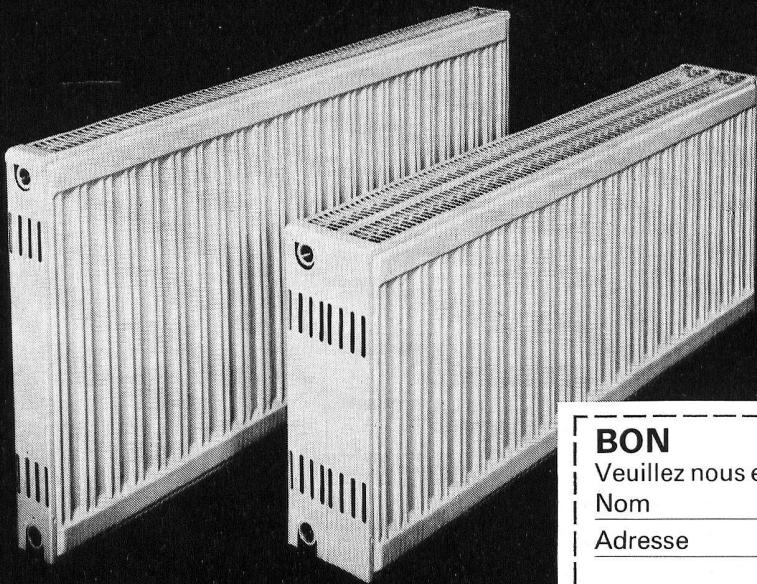
Si le dialogue peut encore exister, alors nous pourrons réhabiliter la démocratie et projeter la «ville des habitants».

Dominique Gilliard

Dernière heure:

Après Berne, cette exposition est montée à Lausanne, chez Danese-Milano, rue Centrale 31, du 21 juin au 7 juillet.

Réd.



Sarina

KERMI-Therm
panneaux chauffants
compacts
pour chauffage central

un des produits de
l'assortiment complet
des corps de chauffe
SARINA

- en stock
- prêts à l'installation
- économiques
- discrets
- de haut rendement
- rapport prestation/prix remarquable

BON
Veuillez nous envoyer la documentation Kermi
Nom _____
Adresse _____

Etablissements Sarina S.A. 1700 Fribourg
Tél. 037 22 24 91